

**PROGRAMME
HUMANITAIRE &
DÉVELOPPEMENT**

SUSPENSION DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT AUX PAYS LGBTQI-PHOBES, UNE FAUSSE BONNE IDÉE ?

Par

ARNAUD GAUTHIER-FAWAS /

Délégué pour l'Europe, Réseau LGBTQI francophone international

NOVEMBRE 2018

OBSERVATOIRE DES QUESTIONS HUMANITAIRES



Mi-novembre j'étais invité à participer à une conférence-débat intitulée « LGBTI : crise humanitaire oubliée ? » à l'IRIS. Lors des échanges avec la salle une question fut posée sur la suspension de l'aide au développement des pays des Nordes comme mesure de rétorsion à l'encontre de pays des Suds appliquant des politiques LGBTQIphobes (c'est-à-dire discriminantes envers les personnes lesbiennes, gaies, bies, trans, queer et intersex). J'ai depuis reçu des messages m'invitant à développer mon point de vue et les raisons de ce qui aurait pu apparaître, de prime abord, comme un soutien à des autorités violant les droits humains des personnes LGBTQI.

L'ACTUALITÉ

Depuis plusieurs semaines la Tanzanie fait parler d'elle dans la presse internationale. En effet, le gouverneur de Dar es-Salaam, Paul Makonda, a appelé à une chasse aux personnes homosexuelles, et s'est lancé dans leur fichage.

Les autorités nationales tanzaniennes ont pris leurs distances avec ce gouverneur, réaffirmant l'égalité devant le droit de tou-te-s leurs citoyen-ne-s (alors que le pays condamne toujours pénalement les relations entre adultes consentants de même sexe). Le gouvernement danois, deuxième plus grand donneur du pays, a donc décidé de geler son aide au développement à la Tanzanie (65 millions de couronnes DK, environ 8.7 millions d'euros) pour rediriger une partie de ces sommes vers les ONG locales.

La question de la salle, lors de la conférence à l'IRIS, portait sur cette décision du gouvernement danois qui fut unanimement dénoncée tant par les ONG tanzaniennes, les réseaux LGBTQI panafricains, que par les ONG danoises. Échec et mat.

Cette situation dépasse le simple cadre des défenseurs des droits LGBTQI ; la Banque mondiale a par exemple elle aussi stoppé ses prêts pour l'éducation à la Tanzanie (à hauteur de 300 millions de dollars US, 263 millions d'euros) dénonçant l'exclusion du système scolaire des jeunes filles enceintes depuis 1961, en raison de leur comportement jugé « immoral ». Rejet et échec scolaire maintenant dans la pauvreté des femmes déjà fortement précarisées.

L'Union européenne, quant à elle, a rappelé son ambassadeur en Tanzanie et Federica Mogherini, Haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a déclaré : « *L'UE et ses États membres sont préoccupés par les récentes évolutions politiques en Tanzanie. Au cours des dernières années, l'UE et ses États membres ont constaté une réduction de l'espace public en Tanzanie du fait de la multiplication des restrictions des activités d'organisations de la société civile [...]. Le respect des droits humains a été maintes fois miné. L'UE est profondément préoccupée par la détérioration des situations des personnes LGBTI* ¹ ».

En revanche, interrogée par les médias, Theresa Zitting, cheffe du bureau Afrique au ministère finlandais des Affaires étrangères, a déclaré que Helsinki ne remettrait pas en cause son aide à la Tanzanie à cause des récents propos homophobes de certains politiciens, ajoutant que la Finlande n'allait pas sabrer dans une aide qui sert à aider des millions de personnes pauvres en raison de déclarations homophobes faites par un politicien « populiste ».

SUSPENSION OU CONDITIONNEMENT DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT, UN OUTIL POUR FAIRE AVANCER LES DROITS HUMAINS ?

Ces dernières années les différents opérateurs de l'aide au développement, étatiques comme privés, privilégient de plus en plus une nouvelle méthode de travail. Cela s'appelle « l'approche par les droits ». Concrètement, derrière la formule se cache un principe intéressant : il s'agirait de lier l'aide au développement à une progression des droits humains dans le pays récipiendaire. La philosophie de cette approche étant que les sommes versées doivent être corrélées à une amélioration des conditions de vie et *in fine* des droits humains pour tou-te-s.

L'idée, si elle semble séduisante, suppose malgré tout un cadre bien défini. Pour que ce projet puisse pleinement se réaliser, certaines conditions sont nécessaires : parmi elles, un lien et une consultation forte des acteurs/trices et militant-e-s locaux/ales. Aux prises au quotidien avec des réalités qui peuvent varier drastiquement d'un pays à

¹ Les traductions des citations ont été réalisées par l'auteur. Elles pourraient différer de traductions officielles qui viendraient à être publiées ultérieurement.

l'autre, voire même d'une région à une autre, seuls les acteurs de terrain sont à même d'analyser leur contexte. Des décisions, bien intentionnées, mais sans concertation avec les militant-e-s locaux/les ne peuvent mener qu'à des quiproquos, voire à des détériorations graves des conditions sur place.

Dans l'exemple ici développé, même les organisations danoises ont dénoncé ce manque de dialogue : *« Avec l'annonce par le ministre du Développement qu'une part conséquente de l'aide à la Tanzanie est suspendue en raison des déclarations homophobes de responsables politiques du pays, le Danemark risque d'être directement impliqué dans la poursuite de la persécution des personnes LGBT+ en Tanzanie [...]. En soi, il peut être positif d'examiner de manière critique l'aide à la Tanzanie [...] cependant l'annonce soudaine du ministre vient, en citant directement le cas des personnes LGBT+, contribuer à la persécution locale de personnes LGBT+ et va à l'encontre de tous les conseils donnés par le mouvement mondial LGBT+ aux dirigeants gouvernementaux »*, et les ONG tanzaniennes d'ajouter : *« Cela alimentera l'hostilité envers les personnes LGBT+, et peut-être même que des violences silencieuses pourraient être commises par le gouvernement contre des militant-e-s influent-e-s. Nous avons peur que cela puisse même conduire à la torture et à des enlèvements »*.

LE MANQUE DE CONCERTATION ENTRE LES CHANCELLERIES OCCIDENTALES ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

L'exemple danois, le dernier en date parmi d'autres, n'est qu'une nouvelle illustration d'une déconnexion des capitales occidentales avec les sociétés civiles locales.

Alors que l'on constate ces dernières années une multiplication des échanges entre les diplomates et agent-e-s opérants sur le terrain avec les sociétés civiles locales, les chancelleries semblent, en revanche, toujours éloignées de ces réalités. C'est particulièrement vrai dans le cadre des défenseurs des droits LGBTQI.

Les organisations qui promeuvent le respect des personnes LGBTQI sont déjà prises à partie par des autorités qui leur opposent de prétendues « valeurs traditionnelles » et qui insinuent que la diversité des orientations sexuelles, la pluralité de genre ou les

variations des caractéristiques sexuelles sont un héritage colonial contraire aux traditions locales. Des décisions telles que celle prise par le ministère du Développement danois viennent accroître l'exposition de ces organisations.

Alors que la situation économique actuelle de ces pays reste en partie liée au passé colonial et aux logiques de pouvoir de la part de puissances et entreprises occidentales, la suspension de l'aide au développement ne fait qu'aggraver cette situation.

De telles décisions guidées par une visée « morale » crédibilisent au final des autorités locales qui, non contentes de stigmatiser habituellement les populations LGBTQI, s'en donnent dès lors à cœur joie pour dénoncer la collusion supposée entre ces militant-e-s LGBTI et des puissances étrangères qualifiées d'impérialistes.

De plus, le gel des dons précarise encore plus les concitoyen-ne-s de ces pays déjà fragilisés (cf. communiqué des ONG danoises : « *La proposition de stopper l'aide consiste quasi à jouer le jeu des homophobes et à leur donner encore plus de raisons de poursuivre les personnes LGBT [...]. Au nom de LGBT Denmark, Peder Holk Svendsen (son porte-parole, ndlr.) doute que le ministre ait consulté qui que ce soit* »).

UN CONDITIONNEMENT DÉNONCÉ PAR L'ONU

Alors que les ambassades et les ONG occidentales s'intéressent de plus en plus aux violations des droits humains des personnes LGBTQI, la question de la meilleure manière de soutenir les organisations locales a logiquement émergé, telle l'idée d'un conditionnement des aides au développement aux pays LGBTQIphobes en contrepartie d'une amélioration concrète des droits des personnes LGBTQI.

En mars 2012, Ban Ki-Moon, alors Secrétaire général de l'ONU, déclarait au Conseil des droits humains de Genève : « *À ceux/celles qui sont lesbien-ne-s, gays, bisexuel-le-s ou transgenres, laissez-moi dire : vous n'êtes pas seuls. Votre lutte pour mettre fin à la violence et à la discrimination est une lutte partagée. Toute attaque contre vous est une attaque contre les valeurs universelles que les Nations unies et moi-même avons juré de défendre et soutenir. Aujourd'hui je suis avec vous et j'appelle tous les pays et tous les peuples à vous*

soutenir également. Un changement historique est en cours, plus d'États voient la gravité du problème. Je m'oppose fermement au conditionnement de l'aide, nous avons besoin d'actions constructives ».

L'incident ici abordé aura au moins permis aux ONG danoises de préciser à nouveau : *« Certains principes clés s'appliquent, quand et si, vous prenez l'aide au développement en otage dans une approche par les droits : 1) toujours consulter préalablement les militant-e-s locaux/les ; 2) ne prenez jamais l'assistance de budgets qui bénéficient déjà à d'autres groupes marginalisés : santé, eau potable, éducation ; 3) en temps de crise, à l'inverse, augmentez l'aide directement affectée aux groupes marginalisés».*

Si la solution miracle n'existe pas, une certitude est que de telles décisions ne peuvent être prises par les différents gouvernements sans une consultation réelle dans un premier temps des acteurs de terrain. Ces mêmes acteurs, avec qui nombre de leurs missions diplomatiques locales collaborent déjà, sauront dire si la proposition est une bonne idée, compte tenu du contexte. ■

SUSPENSION DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT AUX PAYS LGBTQI-PHOBES, UNE FAUSSE BONNE IDÉE ?

Par ARNAUD GAUTHIER-FAWAS / Délégué pour l'Europe, Réseau LGBTQI francophone international
arnaud@gauthier-fawas.com

NOVEMBRE 2018

OBSERVATOIRE DES QUESTIONS HUMANITAIRES

Sous la direction de Michel MAIETTA, directeur de recherche à l'IRIS
maietta@iris-france.org

Un observatoire du

PROGRAMME HUMANITAIRE & DÉVELOPPEMENT

Sous la direction de Michel MAIETTA, directeur de recherche à l'IRIS
maietta@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org